



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**Bureau de l'environnement et de
l'utilité publique**

Arrêté n° DCPAT 2024-0287 du 13 JAN. 2025

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

Modification de l'autorisation d'exploiter accordée à la Société des Carrières de Dissay-sous-Courcillon (S.C.D.C.) pour sa carrière située au lieu-dit « Les Chesnées » sur le territoire de la commune de Dissay-sous-Courcillon

Arrêté complémentaire

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment son article R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-183-0009 du 18 juillet 2013 autorisant la Société des Carrières de Dissay-sous-Courcillon (S.C.D.C.), dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Chesnées » à Dissay-sous-Courcillon, à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Dissay-sous-Courcillon, pour une durée de 15 années ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2013 portant sur les espèces et les habitats d'espèces soumis au titre I^{er} du livre IV du code de l'environnement ;

Vu le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;

Vu le courrier du Préfet du 13 janvier 2016 actant la création d'un second ensemble aire étanche et local à hydrocarbures sur la carrière ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé par la Société des Carrières de Dissay-sous-Courcillon en date du 12 mars 2024 demandant une prolongation de la durée de l'autorisation de 15 années supplémentaires pour exploiter la carrière située au lieu-dit « Les Chesnées » sur le territoire de la commune de Dissay-sous-Courcillon ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 octobre 2024 ;

Vu la consultation du public faite du 18 décembre 2024 au 6 janvier 2025 dans les conditions de l'article L.123-19-2 du code de l'environnement sur le projet de prescriptions préfectorales visant à prolonger de 15 années la durée de l'autorisation accordée par arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-183-0009 du 18 juillet 2013 susvisé ;

Vu l'absence d'observations du public recueillies entre le 18 décembre 2024 et le 6 janvier 2025 inclus ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée ne modifie pas l'emprise de la carrière ni les conditions d'exploitation existantes ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la Société des Carrières de Dissay-sous-Courcillon ne fait pas apparaître d'impacts négatifs nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du code de l'environnement ;

Considérant que cette modification sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être mises en œuvre ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ou compléter l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-183-0009 du 18 juillet 2013 susvisé ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte, assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

Considérant que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-183-0009 du 18 juillet 2013 susvisé et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature limitée de la modification et de ses effets sur l'environnement permet au Préfet de la Sarthe de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Sarthe, comme le permet l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 27 novembre 2024 et que celui-ci a répondu ne pas avoir d'observation par courriel du 27 novembre 2024 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-183-0009 du 18 juillet 2013 susvisé autorisant la Société des Carrières de Dissay-sous-Courcillon à exploiter la carrière située au lieu-dit « Les Chesnées » sur le territoire de la commune de Dissay-Sous-Courcillon sont modifiées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Durée de l'autorisation

La durée de l'autorisation d'exploiter indiquée à l'article 1.4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-183-0009 du 18 juillet 2013 susvisé est **augmentée de 15 ans** (nouvelle échéance au 18 juillet 2043).

Article 3 – Montant des garanties financières

L'article 1.5. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-183-0009 du 18 juillet 2013 susvisé est complété, pour la durée d'exploitation restante jusqu'à ce qu'il soit acté de la fin de l'exploitation, après remise en état des terrains, par le montant des garanties financières suivant :

Phase	3	4	5	6
Montant en euros des garanties financières calculées dans le dossier d'origine	96 116 € TTC	96 116 € TTC	159 647 € TTC	101 872 € TTC
Nouvelle période quinquennale	2023-2028	2028-2033	2033-2038	2038-2043
Montant en euros des garanties financières actualisé selon la TVA et l'indice TP01 actualisé (129,6 au mois de décembre 2023)	129 740 € TTC	129 740 € TTC	215 498 € TTC	137 510 € TTC

Ce montant est réactualisé selon la TVA et l'indice TP01 en cours.

La Société des Carrières de Dissay-sous-Courcillon transmet au Préfet de la Sarthe les éléments relatifs à l'actualisation (note de calcul du montant sur la base du dernier indice TP 01 connu et le plan associé) du montant ainsi que le document attestant de la constitution de ces garanties financières pour la période d'exploitation restante, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – Organisation de l'extraction

L'article 2.4.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-183-0009 du 18 juillet 2013 susvisé est modifié et les nouvelles caractéristiques de chaque phase d'exploitation sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Zone concernée	Zone 1	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Phase	3	4	5	6
Période quinquennale	2023-2028	2028-2033	2033-2038	2038-2043
Travaux de remise en état prévus	/	Commencer la remise en état des parcelles du secteur nord-ouest (Evolution du nord-ouest vers le nord-est du sud-est vers le sud-ouest)	Finaliser la remise en état des parcelles du secteur nord-ouest Commencer la remise en état des parcelles du secteur est (Évolution de l'est vers l'ouest)	Finaliser la remise en état des parcelles du secteur est. Finaliser la remise en état des parcelles du secteur sud-ouest (Évolution des paliers du sud vers le nord)

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Dissay-sous-Courcillon et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Dissay-sous-Courcillon pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site Internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 – Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, la Sous-Préfète de l'arrondissement de La Flèche, le Maire de Dissay-sous-Courcillon et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays-de-la-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet
Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

Christine TORRES